

Faut-il faire disparaître la valeur pour sortir du capitalisme ? Discussion autour de Gorz¹

*in Alain Caillé et Christophe Fourel (dir.), Sortir du capitalisme, Le scénario de Gorz
Le Bord de l'eau, 2013, p. 171-187*

Jean-Marie Harribey

Derrière l'hommage à un grand penseur comme André Gorz, dont sans doute les qualités intellectuelles égalent ses qualités morales, il y a le projet d'examiner les fondements théoriques d'une quête de l'émancipation humaine après les échecs des révolutions du XX^e siècle, plus ou moins inspirées par le marxisme historique.

En suivant le fil conducteur qui va de la marchandise et du capital à l'aliénation du travail, on doit à Gorz une application originale des concepts de Marx pour comprendre :

- d'une part, l'évolution du capitalisme contemporain et surtout sa crise, tant sociale qu'écologique : « Nous avons affaire à une crise classique de suraccumulation compliquée par une crise de reproduction due, en dernière analyse, à la raréfaction des ressources naturelles. » [Gorz, 1978, p. 35]
- d'autre part, les conséquences de cette évolution sur le travail et son impossible humanisation dans le cadre d'activités hétéronomes : « Pour la masse des travailleurs, l'utopie directrice n'est plus le "pouvoir des travailleurs" mais de pouvoir ne plus fonctionner comme travailleurs ; l'accent porte moins sur la libération *dans* le travail et davantage sur la libération *du* travail. » [Gorz, 1988, p. 80]

On lui doit aussi quelques innovations théoriques qui, au premier abord, paraissent liées aux idées précédentes, mais qui appellent une discussion, tant sur le plan conceptuel que stratégique. Ainsi, penser la sortie du « règne de la marchandise » suppose de vérifier que la cohérence établie par Marx entre la marchandise, la valeur et le rapport capital/travail qui structure les classes sociales, fait encore sens dans le capitalisme du XXI^e siècle, ou bien s'il convient de l'abandonner. Ce questionnement est au centre de discussions menées aujourd'hui par nombre de penseurs cherchant à revivifier la pensée de Marx ou à la réviser, voire à la répudier après l'avoir épousée. Ces discussions sont nées en suivant l'évolution du capitalisme contemporain et sa crise profonde. Au moins trois types de transformations marquent ce capitalisme : la financiarisation de l'économie d'abord, le plus souvent désignée par l'euphémisme « mondialisation », dont la finalité a été crûment révélée par la crise : rendre toujours plus de valeur aux actionnaires ; ensuite, la place grandissante du savoir dans le processus productif, analysé comme un « capitalisme cognitif », une « économie de la connaissance » ou encore une « économie de l'immatériel » ; la généralisation à l'échelle planétaire d'un mode de développement productiviste enfin, qui met à mal les équilibres des écosystèmes, épuise nombre de ressources naturelles, appauvrit la biodiversité, génère des pollutions multiples et dérègle le climat. La pensée de Gorz s'inscrit dans ce contexte qui remet en cause beaucoup de dogmes du marxisme traditionnel, tout en ne faisant aucune concession aux différentes variantes de l'idéologie économique libérale. Dans la perspective de « penser la sortie du capitalisme », examinons ici deux aspects de cette remise en cause : quels rapports unissent la marchandise, la valeur et le travail ? la limitation de l'espace de la marchandise signifie-t-elle l'évanescence de la valeur ?

¹ Version révisée d'une contribution présentée au Colloque « Penser la sortie du capitalisme, Le scénario de Gorz », Montreuil, 15 et 16 novembre 2012, Session « Après le marxisme, au-delà du capitalisme »

1. La marchandise, la valeur et la place du travail

Gorz a participé à une réflexion bousculant de fond en comble la vision dogmatique véhiculée par le marxisme traditionnel, en lien avec des auteurs comme ceux du groupe Krisis, de la « critique de la valeur », Kurz, Jappe et Postone, ou bien en lien avec les théoriciens du capitalisme cognitif.

L'une des idées maîtresses de cette réflexion est que la connaissance devient le facteur essentiel de la production de valeur à la place du travail. Cette évolution confirmerait une intuition de Marx que l'on trouve dans les *Grundrisse* :

« Cependant, à mesure que se développe la grande industrie, la création de la richesse réelle dépend moins du temps de travail et du quantum de travail employé que de la puissance des agents mis en mouvement au cours du temps de travail, laquelle à son tour – leur *puissance efficace* – n'a elle-même aucun rapport avec le temps de travail immédiatement dépensé pour les produire, mais dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, autrement dit de l'application de cette science à la production. [...] Dans cette mutation ce n'est ni le travail immédiat effectué par l'homme lui-même, ni son temps de travail, mais l'appropriation de sa propre force productive générale, sa compréhension et sa domination de la nature, par son existence en tant que corps social, en un mot le développement de l'individu social, qui apparaît comme le grand pilier fondamental de la production et de la richesse. [...] Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse d'être nécessairement sa mesure et, par suite, la valeur d'échange d'être la mesure de la valeur d'usage. » [Marx, 1980, tome II, p. 192-193]

La richesse déborde la valeur

Notre hypothèse est qu'il y a là, chez Gorz comme chez tous les théoriciens du capitalisme cognitif, matière à interrogations. Une première interrogation porte sur la distinction entre richesse et valeur, qui reste fondatrice de l'économie politique et sur laquelle Marx n'est jamais revenue mais l'a toujours confirmée. Marx parle de la distanciation de plus en plus grande entre le travail vivant et les richesses créées, c'est-à-dire le travail et les valeurs d'usage, mais ce qui ne signifie pas une distanciation entre travail et valeur. Au contraire, au fur et à mesure de l'augmentation de la productivité du travail et de la disparition du travail vivant – et pour Marx il s'agit d'une « proposition tautologique » [*Ibid.*, p. 322] – la valeur d'échange disparaît elle aussi, ce qui est, jusqu'au bout, *conforme à la loi de la valeur*.

À l'encontre des théoriciens du cognitivisme, on peut dire que, pour Marx, c'est la dissociation entre valeur et richesse qui est au cœur de la contradiction du capital dont il avait bien vu les potentialités d'évolution :

« Il [le capital] donne vie à toutes les puissances de la science et de la nature, comme à celles de la combinaison et de la communication sociales pour rendre la création de *richesse* indépendante (*relativement*) du temps de travail qui est affecté. » [*Ibid.*, p. 194, souligné par nous]

Le développement des forces productives conduit à l'exclusion progressive du travail vivant du processus de production, ce qui a pour conséquence d'augmenter la productivité du travail et donc d'abaisser les coûts de production et, à long terme, la valeur des marchandises, évolution que renforce l'incorporation de connaissances de plus en plus grandes². Cette

² Ce point est d'ailleurs confirmé par Gorz [2003, p. 47]. Ce qui est curieux, c'est qu'il en tire la conclusion de l'obsolescence de la loi de la valeur. Il affirme – et là-dessus nous sommes d'accord avec lui – qu'au fur et à mesure que les coûts unitaires de production et de reproduction s'amenuisent, la valeur tend vers zéro et qu'on s'achemine vers la possibilité de la gratuité, et, simultanément, il ne voit pas qu'il s'agit tout simplement de

exclusion ne constitue pas une négation de la loi de la valeur en tant que tendance, mais en est la stricte application. On peut même observer qu'à l'époque de la tertiarisation de l'économie, dans laquelle l'introduction de la connaissance joue un rôle important, les gains de productivité du travail se révèlent inférieurs à ce qu'ils étaient au temps de la primauté de l'industrie. Preuve supplémentaire s'il en était besoin de la nécessité de distinguer accroissement de richesse et accroissement de valeur.

La loi de la valeur capitaliste n'a – hélas ! – jamais été aussi vraie

Contrairement aux affirmations les plus fréquentes, la loi de la valeur n'est pas « caduque » [Gorz, 1997, p. 148] dans le champ de l'économie ; nous disons qu'elle n'a jamais été aussi valide, qu'on le regrette ou que l'on s'en réjouisse, là n'est pas la question. Mais, d'une part, elle n'a pas et n'a jamais eu de validité en dehors de ce champ. L'« au-delà » de la loi de la valeur dont parle Gorz [1997, p. 145] n'a de sens que dans la reconquête de champs dans lesquels sa forme capitaliste ne gouvernerait pas, mais dire que « [l'évolution présente] exige une autre économie dans laquelle les prix ne refléteraient plus le coût immédiat du travail, de plus en plus marginal, contenu dans les produits et les moyens du travail » [1997, p. 148] nous paraît peu convaincant si tous les coûts sont pris en compte. D'autre part, il faut distinguer le fait de « l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange » [Marx, 1980, tome II, p. 193] au fur et à mesure que l'automatisation progresse, ainsi que le note à juste titre Marx, et une modification, tout à fait imaginaire, du fonctionnement interne de la loi de la valeur reposant sur la quantité de travail social. D'ailleurs, lorsqu'il évoque la société future débarrassée du capital, Marx n'élimine pas du tout la relation entre travail et valeur :

« Après l'abolition du mode de production capitaliste, le caractère social de la production étant maintenu, la détermination de la valeur prévaudra en ce sens qu'il sera plus essentiel que jamais de régler le temps de travail et la répartition du travail social entre les divers groupes de production et, enfin, de tenir la comptabilité de tout cela. » [Marx, 1968, tome II, p. 1457]

Nous soutenons donc l'idée, contre beaucoup d'interprétations actuelles, que la dégénérescence de la valeur est constitutive de la loi de la valeur, c'est-à-dire que l'accumulation du capital entraîne une tendance à la dégénérescence de la valeur mais non une tendance à une dégénérescence de la *loi* de la valeur, c'est-à-dire non une dégénérescence du critère du travail social à l'intérieur de la loi. Le critère (le travail social) et la quantité (de travail social) doivent être pour cela absolument distingués. Sinon, puisque la loi de la valeur est l'expression d'un rapport social, la disparition de la première ne pourrait signifier que la disparition du second.

En outre, notre interprétation de la crise du capitalisme de ce début de XXI^e siècle, rejoignant en tout point celle que donnait Gorz dès les années 1970, est qu'il s'agit d'une double crise : crise de production et de réalisation de la valeur créée par la force de travail dont le taux d'exploitation ne peut aller au-delà d'un certain seuil sous peine de surproduction, et crise de production et de réalisation de valeur qui aurait une base matérielle en régression à cause de la raréfaction ou de la dégradation des ressources naturelles.

Faut-il abolir toute valeur et donc toute économie ?

Le deuxième problème que posent les thèses dites de la « critique de la valeur » réside dans l'affirmation que la critique du capitalisme doit aller jusqu'à la critique de la valeur, et

l'application de la règle de l'amortissement s'intégrant tout à fait à l'intérieur de la loi de la valeur, la seule nouveauté étant que l'amortissement ne s'applique plus uniquement au travail mort contenu dans les équipements, mais également au travail de production et de transmission des connaissances qui peut être réparti dans un nombre quasi infini de produits finals.

non pas seulement de sa répartition, ce qui signifie que l'abolition du capitalisme supposera l'abolition de la valeur. Si l'on parle de l'abolition de la valeur pour le capital, cela tombe sous le sens. Mais la difficulté vient de l'implicite de cette affirmation : il n'y a de valeur que capitaliste, il n'y a de valeur que sous le capitalisme. La sortie du capitalisme impliquerait donc la disparition de la valeur. Deux objections viennent immédiatement.

Premièrement, Marx dresse au début du Livre I du *Capital* l'idéal-type du capitalisme, le modèle chimiquement pur du capital. Mais, dans la réalité, il n'y a pas de capitalisme chimiquement pur. Il existe des formations sociales aux rapports sociaux de différents types imbriqués, sous domination du rapport capitaliste. Dès lors, l'idée qu'il n'y aurait de valeur créée que par et pour le capital ne tient pas.

Deuxièmement, la valeur, pour être « réalisée » comme dit Marx, c'est-à-dire transformée en monnaie, doit être socialement validée : elle naît bien dans le processus productif, elle doit être validée par la vente sur le marché si elle s'incarne dans une marchandise, ou par une décision collective s'il s'agit d'une valeur monétaire non marchande.

Voilà de quoi hérisser toute la gamme de marxistes, du plus traditionnel, façon livre d'économie de Staline des années 1950, jusqu'au plus néo des néos, façon groupe « critique de la valeur ». C'est qu'il y a, sans doute jusque chez Marx, une identification entre capitalisme, valeur, marché, monnaie. Or cette assimilation nous semble erronée.

Si l'on considère que la valeur ne peut avoir qu'une forme monétaire, toute forme monétaire n'est pas nécessairement valeur destinée au capital. Il en résulte que la valeur monétaire non marchande trouve sa source non dans un prélèvement sur la valeur produite dans la sphère capitaliste mais dans le travail éminemment productif de valeur d'usage et de valeur des travailleurs du secteur non marchand. Hérésie pour les marxistes traditionnels, mais aussi hérésie pour Anselm Jappe, hérésie pour Moishe Postone, etc. Or, de notre point de vue, ce ne serait pas une hérésie pour Marx, qui a toujours pris soin de ne pas rattacher le concept de travail productif à la matérialité du produit, mais au rapport social dans lequel ce travail est effectué, et qui a toujours distingué le procès de production capitaliste du procès de production en général.

Faut-il abolir le travail ?

La distinction entre procès de production capitaliste (de travail productif de capital) et procès de production en général (de travail productif en général) est permanente chez Marx et, à notre sens, elle s'oppose au refus des théoriciens de la « critique de la valeur » d'attribuer au travail une quelconque dimension anthropologique. Position extrême que, entre autres, Postone est finalement obligé de plus ou moins abandonner pour se ranger à une vision beaucoup plus dialectique, quoique hésitante : « La possibilité que le travail social, dans une société postcapitaliste, soit plus intéressant et gratifiant ne traduit pas une utopie du travail. Elle n'est pas liée à l'idée que le travail soit centralement constitutif de toute vie sociale, elle se fonde au contraire sur la *négation* historique du rôle socialement constitutif que le travail joue sous le capitalisme. » [Postone, 2009, p. 532]

Nous disons hésitante car on peut se demander si, au sein d'une telle société débarrassée du capitalisme, le travail « plus intéressant et gratifiant » ne serait pas encore plus central dans la construction sociale des individus qu'il ne l'est sous le capitalisme où il est fondamentalement aliéné. Ainsi, Postone reconnaît que « le socialisme permettrait donc de nouveaux modes de travail et d'activité individuels, plus riches et plus satisfaisants, et une relation nouvelle du travail aux autres domaines de la vie », et que « le travail, libéré de son rôle social historiquement spécifique, [se transforme] de telle manière qu'il enrichisse les hommes au lieu de les appauvrir » [Ibid., p. 545]. Mais c'est après avoir affirmé : « Nous verrons que pour Marx le travail est effectivement socialement constituant et déterminant, mais *seulement* sous le capitalisme. » [Ibid., p. 69]

En définitive, il n'y a pas de raison logique de supposer que, parce qu'il faut abolir le rôle que joue le travail sous le capitalisme, le travail ne jouerait pas un *autre* rôle sous d'autres rapports sociaux. De ce fait, il n'est pas sûr que l'on puisse affirmer que Marx avait définitivement tiré un trait sur la possibilité d'émanciper le travail tout en pensant à son abolition. Abolition du travail salarié, c'est certain ; abolition du travail, rien n'est moins sûr.

La réponse de Jappe est beaucoup plus catégorique : « le travail est une réalité capitaliste » [Jappe, 2003, p. 118]. Et il affirme sans hésiter que « la critique de l'économie politique du Marx tardif (mais aussi la *Critique du programme de Gotha*) démontre que tout changement social est vain s'il n'arrive pas à abolir l'échange marchand » [*Ibid.*, p. 19]. L'affirmation est forte parce qu'elle situe la contradiction fondamentale du capitalisme non pas tant dans l'exploitation, et donc dans la lutte des classes qui s'ensuit, que dans l'opposition entre l'exigence de la valeur et la vie sociale. L'affirmation est forte, mais elle ne clôt pas la discussion.

La discussion rebondit à propos des rapports de classes. Postone pense qu'on a eu trop tendance à voir la contradiction entre forces productives et rapports de production comme expression du conflit travail/capital, les forces productives étant symbolisées par la force de travail et les rapports de production par le capital. Cette double assimilation ne tient pas. Et cette erreur de Postone est symétrique selon nous de celle de Castoriadis [1978]³ : ce dernier accusant Marx de déterminisme économique, c'est-à-dire en lui imputant l'établissement de relations mécaniques et à sens unique, d'une part, entre état des forces productives et type de rapports sociaux, et, d'autre part, entre infrastructure et superstructures ; Postone enlevant à Marx l'idée que les travailleurs s'émanciperaient eux-mêmes.

De plus, comment concilier le célèbre « la lutte des classes est le moteur de l'histoire » avec « pour le Marx de la maturité, la lutte des classes n'est un élément moteur du développement historique du capitalisme que du fait du caractère intrinsèquement dynamique des rapports sociaux qui constituent cette société » ? [Postone, 2009, p. 475]. Ou bien Postone a raison et il ne peut plus prétendre retrouver le « vrai » Marx, celui qu'il considère comme parvenu à maturité. Ou bien il énonce un raisonnement circulaire ou, au mieux, une tautologie : comme les rapports sociaux qui constituent la société capitaliste *sont* la lutte des classes capitaliste et prolétaire, la lutte des classes explique le développement du capitalisme s'il y a lutte des classes ! Reconnaissons qu'il n'y aurait pas de tautologie si on ne définissait pas les rapports sociaux capitalistes comme la lutte entre capitalistes et prolétaires, mais si on les définissait, ainsi que semble le faire Postone, par le travail en tant que médiateur social. Mais que serait le travail aliéné sans son antagoniste, le capital ?

2. Limiter l'espace de la marchandise, première étape d'un dépassement du capitalisme

Les choses pourraient rester à l'état de pure exégèse si, au sein du rapport capital/travail, ne se glissait pas le rapport à la nature comme condition *sine qua non* de l'existence du premier rapport à travers le processus productif. Or aucun processus productif, qu'il soit capitaliste ou non d'ailleurs, ne peut se passer de la médiation du rapport à la nature. Cela modifie radicalement la perspective de dépassement du capitalisme telle que l'avait jusqu'ici envisagée le marxisme historique et qui, au contraire, nous ramène à Gorz. Afin de sortir de la nasse de sa crise, le capitalisme met en place, sous la houlette des institutions internationales, les structures permettant de marchandiser les biens naturels en repoussant la frontière de l'espace des biens communs, de la même façon qu'il marchandise les connaissances et les systèmes de protection sociale. L'enjeu d'une stratégie de dépassement

³ Voir Harribey [2009-a et 2009-b].

du capitalisme est donc de définir où doit être tracée la frontière qui sépare l'espace de valorisation du capital et celui des communs.

Privatiser le vivant, nouvel eldorado pour le capital ?

La « valorisation du vivant » est devenue le maître-mot qui préside à toutes les réunions organisées par les institutions internationales : la « valeur économique de la nature » et la « valeur des services rendus par la nature » sont désormais des sujets d'étude primordiaux de la Banque mondiale, du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), de l'OCDE, de l'Union européenne, etc., qui s'appuient sur la théorie néoclassique appliquée à l'économie de l'environnement. Mais celle-ci croit possible d'additionner des éléments dont la mesure résulte de la prise en compte des coûts de la production réalisée par l'homme et des éléments qui ne sont pas produits et qui, en outre, relèvent du qualitatif ou de valeurs éthiques *non évaluables*. Ce parti pris conceptuel est très dangereux : si tout peut être *économiquement évalué*, tout peut être considéré comme du capital. Alors, les économistes néoclassiques redéfinissent la richesse comme la somme algébrique de ce qu'ils appellent le capital économique, le capital humain, le capital social et le capital naturel. Toutes les sortes de capitaux seraient additionnables puisqu'ils relèveraient d'une procédure de calcul analogue.

Apparemment dotée d'une grande cohérence, cette démarche est en réalité très idéologique. D'abord, elle décrète que tout est réductible à de l'économique parce que la monnaie est capable d'homogénéiser les biens et les bienfaits. Ensuite, elle assimile une mesure de la valeur d'un stock à la somme des flux de « services rendus par les écosystèmes ». Enfin, elle affirme que, puisqu'on connaît désormais la « valeur des services rendus par les écosystèmes », on peut mieux protéger ces derniers puisqu'on mesure la « valeur de la nature ». La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi [2009] avait utilisé la même rhétorique pour avaliser le nouvel indicateur phare de la Banque mondiale, l'épargne nette ajustée, et accrédiiter l'idée qu'on disposait ainsi d'une nouvelle mesure du progrès et du bien-être, plus élaborée que le PIB.

La nature hors de prix

Comment se défaire des apories contenues dans l'approche néoclassique de l'environnement qui débouchent sur des politiques de marchandisation de la nature et qui enlèvent toute pertinence aux critiques des indicateurs de richesse lorsqu'elles ne rompent pas radicalement avec la croyance que l'on peut rendre commensurables des choses qui appartiennent à des registres différents ? L'impact des dégâts occasionnés aux écosystèmes ou bien celui du changement climatique ne peuvent être estimés à l'aune du calcul économique traditionnel dont la procédure usuelle de l'actualisation est irrémédiablement cantonnée à un horizon étroit et probabilisable. Aussi, convient-il de renouer avec la distinction aristotélicienne et classico-marxienne entre valeur d'usage et valeur d'échange pour dire que les ressources naturelles sont une richesse mais sans valeur économique intrinsèque, et que la nature est indispensable à toute production de valeur économique, laquelle ne provient que du travail humain. En bref, la part de richesse qui ne provient pas d'une production humaine n'est pas une valeur économique, la valeur étant une catégorie sociale et non pas naturelle. Si, pour engager une stratégie de soutenabilité, on lui attribue un prix, celui-ci aura un statut de prix politique et non économique, fixé à hauteur de la norme écologique que l'on choisit de respecter. La valeur du stock de ressources naturelles est inestimable en termes économiques – c'est-à-dire infinie si celles-ci conditionnent la survie de l'espèce humaine – et, de ce fait, elle ne peut être réduite à une catégorie économique. En revanche, la mesure de la valeur économique créée par l'exploitation de ces ressources est réductible à du travail, mais n'a rien à voir avec une pseudo-valeur économique intrinsèque des ressources.

Le travail productif dans les services non marchands

À partir du moment où l'on reconnaît qu'il est possible de décider d'un prix qui échappe à l'obligation de procurer une rentabilité suffisante au capital mais qui respecte une norme d'une autre nature, on entre dans un registre qui, tout en étant monétaire, devient non marchand. À cet égard, la production de services non marchands, tels que l'éducation et la santé publiques, constitue déjà un pan de l'activité humaine qui offre une vérification de la théorie du travail productif détaché des caractères matériel et marchand de la production, en même temps qu'un champ d'expérimentation sociale et politique dont la potentialité anti-capitaliste est immense.

En effet, l'idée selon laquelle l'activité non marchande est financée par prélèvement sur l'activité marchande des agents privés est un non-sens très répandu, aussi bien dans la vision libérale que dans une certaine vision donnée par le marxisme traditionnel. La conséquence normative de la vision libérale est de verrouiller les politiques budgétaire et monétaire, notamment en interdisant la monétisation des déficits publics, obligeant les États à emprunter sur les marchés financiers. Tandis que les marxistes traditionnels, tout en clamant leur opposition à la loi capitaliste, sont démunis pour offrir une théorie alternative, dès lors qu'ils oublient la distinction radicale opérée par Marx entre procès de travail capitaliste et procès de travail en général, c'est-à-dire entre production de valeur pour le capital et production de valeur pour la société. Ils restent accrochés au dogme selon lequel les services non marchands sont financés par un prélèvement sur la plus-value produite dans le secteur capitaliste ; par conséquent, les travailleurs de ces services sont déclarés improductifs [Gorz, 2008, p. 127]. Penser dans ces conditions la démarchandisation de la société est impossible puisque la « non-marchandise » dépendrait de l'existence de la marchandise. Quant à la solidarité entre les travailleurs des deux sphères ainsi opposés, elle est hautement improbable.

Même si l'analyse ouverte par Marx au début du *Capital* donne les outils pour critiquer la marchandise, le marxisme traditionnel a confondu ce modèle théorique idéal-typique avec l'analyse concrète d'une société réelle. Il s'agit donc de parachever la critique de l'économie politique en vue de théoriser une sphère non marchande ayant pour vocation de s'étendre au fur et à mesure d'une transformation sociale.⁴

La première étape consiste à montrer que, loin d'affaiblir l'économie, une production non marchande s'ajoute à la production marchande dès lors qu'il existe des ressources humaines et matérielles disponibles. La théorie keynésienne avait déjà indiqué que, en situation de sous-emploi, l'intervention de l'État déclenche un effet multiplicateur, par la seule vertu d'une propension marginale à consommer inférieure à 1, et qui est d'autant plus forte que les revenus sont bas. Trygve Haavelmo [1945] avait ajouté que cette intervention est bénéfique même si la dépense publique supplémentaire est réalisée à budget équilibré. Mais, jusque-là, on n'a pas encore évacué l'idée que le financement d'une activité non marchande proviendrait d'un prélèvement sur le fruit de l'activité marchande. Il faut donc aller plus loin.

Dans toutes les sociétés capitalistes contemporaines, se combinent trois formes de mise en œuvre des capacités productives. La première, dominante, concerne le travail salarié qui aboutit à une production de valeur marchande destinée à l'accumulation du capital. La deuxième concerne le travail salarié dans les administrations produisant des valeurs d'usage monétaires bien que non marchandes. Enfin, il existe un troisième pan de l'activité humaine, dans la sphère domestique ou dans le domaine associatif, dont le produit est non monétaire. L'idée soutenue ici est que les deux dernières ne sont pas nées d'une soustraction au produit

⁴ Voir Harribey J.-M. [2004, 2005, 2008, 2009-c et 2013] et Ramaux [2012].

de la première, ni à celui du travail indépendant⁵, bien que les ressources humaines et matérielles qui y sont employées ne soient plus disponibles pour l'accumulation du capital.

Un circuit économique avec vue sur les rapports sociaux

Finalement, il est possible de rapprocher en cette matière Marx, Keynes et Polanyi. Les entreprises privées décident de produire quand elles anticipent des débouchés qui répondent à des besoins solvables pour leurs marchandises. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Les administrations publiques anticipent l'existence de besoins collectifs et elles investissent et embauchent également. La décision collective politique prise *a priori* est une validation hors-marché. L'injection de monnaie sous forme de salaires et d'investissements privés et publics engendre la production de biens privés marchands et de biens publics non marchands. Alors que l'anticipation et la validation sont disjoints dans le cas du marché, elles se confondent dans le cas de la production non marchande et précèdent logiquement le « paiement » de celle-ci par les contribuables qui sont aussi les usagers.

L'expression « les impôts financent les dépenses publiques » est trompeuse. L'ambiguïté provient de la confusion entre *financement* et *paiement*. La production capitaliste est financée par les avances de capital en investissements et salaires, avances dont la croissance sur le plan macro-économique est permise par la création monétaire ; et les consommateurs paient. Quel rôle joue l'impôt vis-à-vis de la production non marchande ? Il en est le paiement socialisé. Le contribuable ne « finance » pas plus l'école ou l'hôpital que l'acheteur d'automobile ne « finance » les chaînes de montage d'automobiles. Car le financement est préalable à la production, que celle-ci soit marchande ou non marchande. Et le paiement, privé ou socialisé, lui est logiquement postérieur. Enfin, l'activité productive supplémentaire engendre un revenu supplémentaire et donc une épargne supplémentaire qui vient s'ajuster à l'investissement supplémentaire déclencheur, tant privé que public. La production non marchande et les revenus monétaires qui y correspondent précèdent donc les prélèvements. Autrement dit, et c'est là le point crucial pour renvoyer le discours libéral au musée des idéologies : *les travailleurs des services non marchands produisent le revenu qui les rémunère*.

Certes, le paiement de l'impôt permet – tout comme les achats privés des consommateurs – au cycle productif de se reproduire de période en période. Mais il y a deux impensés dans l'idéologie économique courante. Premièrement, ce sont les travailleurs du secteur capitaliste – et non pas les consommateurs – qui créent la valeur monétaire dont une partie sera accaparée par les capitalistes, et ce sont les travailleurs du secteur non marchand – et non pas les contribuables – qui créent la valeur *monétaire* des services *non marchands*. Deuxièmement, au sens propre, le financement désigne l'impulsion monétaire nécessaire à la production capitaliste et à la production non marchande ; l'impulsion monétaire doit être donc distinguée du paiement.

Le fait que les comptes nationaux enregistrent les dépenses publiques comme des consommations ne doit pas faire illusion. D'une part, on considère ici la dépense publique nette d'infrastructures, d'équipements et de consommations intermédiaires, celle mesurée par les salaires versés et qui constitue donc la contrepartie d'une production nouvelle de valeurs d'usage et de valeur. D'autre part, il n'y a pas de raison de traiter différemment l'avance de salaires par les entreprises privées et celle faite par les administrations publiques car il s'agit dans les deux cas d'une « dépense » de l'employeur. Toute production entraînant des dépenses, l'important est de distinguer celles qui permettent un travail productif de plus-value

⁵ Le fait que les gains de productivité soient généralement plus faibles dans les services, marchands ou non, particulièrement les services aux personnes, que dans l'industrie ne doit pas être confondu avec le caractère productif lui-même. C'est cette confusion que, selon nous, commet implicitement Gorz [2008].

pour le capital validé par le marché et celles qui permettent un travail productif de valeurs d'usage dont la validation monétaire tient à un choix collectif démocratique.

À ce stade, l'analyse économique n'a de portée que si elle est replacée dans les rapports sociaux qui sont au cœur de la compréhension du capitalisme. Les riches veulent être moins imposés parce qu'ils ne veulent pas *payer* pour les pauvres. La politique monétaire est verrouillée par la Banque centrale européenne et par les traités européens qui interdisent aux États d'emprunter auprès d'elle pour *financer* les dépenses publiques, c'est-à-dire en faire l'avance. Le rôle de « prêteur en dernier ressort » de la banque centrale est cadencé pour que celui d'« acheteur en dernier ressort » (d'équipements et de force de travail) rempli par l'État soit limité. L'idéologie libérale répugne à ce que la création monétaire *finance* une production qui ne rapporterait pas un profit. Sauf si l'État comble ses déficits en empruntant auprès des détenteurs de capitaux qui, en outre, bénéficient de facilités de crédit bancaire pour prêter ensuite. C'est ainsi que l'équivalent de plus de 80 % de l'impôt sur le revenu en France part en intérêts aux créanciers. On comprend aisément pourquoi la politique monétaire, placée hors contrôle politique, ne consiste plus qu'à surveiller le taux d'inflation : non seulement la préservation de la rente financière est cruciale pour les détenteurs de titres financiers, mais il s'agit d'éviter de favoriser une production non marchande de valeur inaccessible au capital.

La richesse non marchande n'est donc pas une ponction sur l'activité marchande, elle est un « plus » provenant d'une décision publique d'utiliser des forces de travail et des équipements disponibles soustraits au lucre. Elle est socialisée à un double titre : par la décision d'utiliser collectivement des capacités productives et par celle de répartir socialement la charge du paiement. Insupportable pour l'imaginaire bourgeois, tout particulièrement pour la doxa néolibérale.

La théorie libérale confond richesse et valeur. Et les théories hostiles au capitalisme ne doivent pas s'arc-bouter sur le fait que ce système tend à réduire toute valeur à celle destinée au capital. Sur ce plan-là, un réexamen critique des catégories utilisées traditionnellement par l'économie politique est indispensable pour proposer une *économie politique de la démarchandisation*. En bref, se débarrasser du libéralisme économique et d'un certain marxisme pour effectuer un retour au Marx qui définissait la « valeur » comme « *le caractère social du travail, pour autant que le travail existe comme dépense de force de travail "sociale"* » [Marx, 1968 (1880), p. 1550], et pour se souvenir de l'incomplétude radicale du marché comme l'expliquaient Keynes et Polanyi. La reconnaissance du caractère productif du travail effectué dans la sphère non marchande participe à la redéfinition de la richesse et de la valeur, indispensable pour endiguer le processus de marchandisation de la société. Ce travail répond à des besoins sociaux hors du champ de la marchandise et contribue à la maîtrise de la société sur ce que peut être le bien-être, la « vraie » richesse⁶ qui dépasse le cadre de la valeur au sens économique. Et, à ce compte-là, la richesse socialisée n'est pas moins richesse que la richesse privée, au contraire. Le bornage de l'espace de la marchandise rend possible l'élargissement de celui de la gratuité *socialement construite*, c'est-à-dire des activités humaines qui, bien qu'ayant un coût, n'ont pas de prix au sens du marché, ainsi que des biens naturels et des liens sociaux qui, eux, sont « inestimables » [Harribey, 2013].

⁶ De ce point de vue, nous partageons totalement le titre du dernier chapitre « Richesse sans valeur, valeur sans richesse » du livre de Gorz [2008].

Bibliographie

- Castoriadis C., 1978, « Valeur, Égalité, justice, politique, De Marx à Aristote et d'Aristote à nous », dans *Les carrefours du labyrinthe*, Seuil, Paris.
- Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, 2009, *Performances économiques et progrès social, Richesse des nations et bien-être des individus et Performances économiques et progrès social, Vers de nouveaux systèmes de mesure*, deux volumes, O. Jacob, Paris.
- Gorz A., 1978, *Écologie et politique*, Seuil, Paris.
- Gorz A., 1988, *Métamorphoses du travail, Quête du sens*, Galilée, Paris.
- Gorz A., 1997, *Misères du présent, Richesse du possible*, Galilée, Paris.
- Gorz A., 2003, *L'immatériel, Connaissance, valeur et capital*, Galilée, Paris.
- Gorz A., 2008, *Ecologica*, Galilée, Paris.
- Haavelmo T., 1945, « Multipliers Effects of a Balanced Budget », *Econometrica*, vol. 13, octobre, p. 311-318.
- Harribey J.-M., 2004, « Le travail productif dans les services non marchands, un enjeu théorique et politique », *Économie appliquée*, Tome LVII, n° 4, décembre, p. 59-96.
- Harribey J.-M., 2005, « La richesse au-delà de la valeur », *Revue du MAUSS*, n° 26, second semestre 2005, p. 349-365.
- Harribey J.-M., 2008, « Les vertus oubliées de l'activité non marchande », *Le Monde diplomatique*, novembre.
- Harribey J.-M., 2009-a, « La lutte des classes hors sol ? À propos du prétendu économisme de Marx », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 1, 1^{er} trimestre, p. 123-133.
- Harribey J.-M., 2009-b, « Ambivalence et dialectique du travail Remarques sur le livre de Moishe Postone, *Temps, travail et domination sociale* », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 4, 4^e trimestre, p. 137-149.
- Harribey J.-M., 2009-c, « Expectation, Financing and Payment of Nonmarket Production : Towards a New Political Economy », *International Journal of Political Economy*, vol. 38, n° 1, Spring, p. 58-80, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/ijpe-nonmarket.pdf>.
- Harribey J.-M., 2010, « Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz », *Revue du MAUSS*, n° 35, 1^{er} semestre, p. 63-82.
- Harribey J.-M., 2013, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Les Liens qui libèrent, Paris.
- Leredde D., 1997, « Les dialectiques normatives dans l'analyse du capitalisme de Marx », *Economies et Sociétés, Œconomia*, Série « Histoire de la pensée économique, P.E. n° 25, 1, p. 147-160.
- Marx K., 1980 (1857-1858), *Manuscrits de 1857-1858, Grundrisse*, Éditions sociales, Paris.
- Marx K., 1968 (1880), « Notes critiques sur le *Traité d'économie politique* d'Adolph Wagner », dans *Œuvres*, Gallimard, La Pléiade, Paris, tome II.
- Marx K., 1968 (1894), *Le Capital*, Livre III, dans *Œuvres*, Gallimard, La Pléiade, Paris, tome II.
- Postone M., 2009 (1993), *Temps, travail et domination sociale*, Mille et une nuits, Paris.
- Ramaux C., 2012, *L'État social, Pour sortir du chaos néolibéral*, Mille et une nuits, Paris.